



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 23 du 18 mai 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 19 mai 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	422
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>422</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>422</b>
Bureau des affaires politiques .....	422
Extrait de l'arrêté du 4 mai 2009 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2009 » .....	422
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>423</b>
Bureau de la citoyenneté .....	423
Extrait de l'arrêté du 11 mai 2009 fixant les tarifs maxima admis au remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux pour l'élection des représentants au Parlement européen des 6 et 7 juin 2009 .....	423
Bureau des réglementations .....	425
Extrait de l'arrêté n° 37/2009 du 21 avril 2009 portant homologation du circuit de 3.5 kilomètres situé sur le pôle des sports mécaniques au lieu-dit « le fays » sur le territoire de la commune de Chenevières .....	425
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>425</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	425
Extrait de l'arrêté modificatif du 23 avril 2009 concernant le captage de la source de l'église par et en commune d'Ecrouves .....	425
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières .....	425
Arrêté OSD 0904 du 15 mai 2009 modifiant la délégation de signature de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle .....	425
Arrêté OSD 0905 du 15 mai 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy .....	426
Arrêté n° 09.BMSSE.30 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim .....	426
Arrêté n° 09.BMSSE.31 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle .....	427
Arrêté n° 09.BMSSE.32 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques .....	428
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>430</b>
Extrait de l'arrêté en date du 11 mai 2009 complétant l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon .....	430
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>430</b>
Extrait de l'arrêté du 13 mai 2009 relatif à la modification des compétences du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin .....	430
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>430</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>430</b>
Service actions et établissements de santé .....	430
Extrait de l'arrêté n° 26 du 11 mai 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy .....	430
Service affaires financières .....	431
Extrait de l'arrêté n° 41 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Maternité Régionale - Nancy, n° FINESS 540000031 .....	431
Extrait de l'arrêté n° 42 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Toul, n° FINESS 540000049 .....	431
Extrait de l'arrêté n° 43 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Baccarat, n° FINESS 540000072 .....	431
Extrait de l'arrêté n° 44 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Lunéville, n° FINESS 540000080 .....	431
Extrait de l'arrêté n° 45 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Pont-à-Mousson, n° FINESS 540000106 .....	432
Extrait de l'arrêté n° 46 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital Saint-Charles - Nancy, n° FINESS 540000122 .....	432
Extrait de l'arrêté n° 47 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Briey, n° FINESS 540000767 .....	432
Extrait de l'arrêté n° 48 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement A.H.B.L. - Mont-Saint-Martin, n° FINESS 540001096 .....	432
Extrait de l'arrêté n° 49 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Jozeuf, n° FINESS 540001104 .....	432
Extrait de l'arrêté n° 50 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin - Vandoeuvre, n° FINESS 540001286 .....	432
Extrait de l'arrêté n° 51 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement C.H.U. de Nancy, n° FINESS 540002078 .....	433
Extrait de l'arrêté n° 52 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement SINCAL - Nancy, n° FINESS 540020112 .....	433
Extrait de l'arrêté n° 53 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Verdun, n° FINESS 550000020 .....	433
Extrait de l'arrêté n° 54 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Commercy, n° FINESS 550000046 .....	433
Extrait de l'arrêté n° 55 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - St-Mihiel, n° FINESS 550000053 .....	433
Extrait de l'arrêté n° 56 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Bar-le-Duc, n° FINESS 550003354 .....	433
Extrait de l'arrêté n° 57 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Forbach, n° FINESS 570000018 .....	434
Extrait de l'arrêté n° 58 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Sarrebourg, n° FINESS 570000026 .....	434
Extrait de l'arrêté n° 59 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Saint-Avold, n° FINESS 570000075 .....	434
Extrait de l'arrêté n° 60 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital de Freyming-Merlebach, n° FINESS 570000091 .....	434
Extrait de l'arrêté n° 61 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier du Parc - Sarreguemines, n° FINESS 570000158 .....	434
Extrait de l'arrêté n° 62 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hospitalor - Forbach, n° FINESS 570000166 .....	434
Extrait de l'arrêté n° 63 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hospitalor - Saint-Avold, n° FINESS 570000216 .....	435
Extrait de l'arrêté n° 64 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Alpha Santé - Hayange, n° FINESS 570000281 .....	435

Extrait de l'arrêté n° 65 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Boulay, n° FINESS 570000430 .....	435
Extrait de l'arrêté n° 66 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Château Salins, n° FINESS 570000455 .....	435
Extrait de l'arrêté n° 67 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Creutzwald, n° FINESS 570000489 .....	435
Extrait de l'arrêté n° 68 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital Marange, n° FINESS 570000562 .....	435
Extrait de l'arrêté n° 69 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital St-Elisabeth - Thionville, n° FINESS 570015090 .....	436
Extrait de l'arrêté n° 70 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement C. H. R. - Metz-Thionville, n° FINESS 570005165 .....	436
Extrait de l'arrêté n° 71 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Moyeuvre Grande, n° FINESS 570009670 .....	436
Extrait de l'arrêté n° 72 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Sarrebourg, n° FINESS 570015099 .....	436
Extrait de l'arrêté n° 73 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpitaux Privés de Metz, n° FINESS 570023630 .....	436
Extrait de l'arrêté n° 74 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Epinal, n° FINESS 880780051 .....	436
Extrait de l'arrêté n° 75 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Gérardmer, n° FINESS 880780069 .....	437
Extrait de l'arrêté n° 76 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Saint-Dié, n° FINESS 880780077 .....	437
Extrait de l'arrêté n° 77 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Neufchâteau, n° FINESS 880780085 .....	437
Extrait de l'arrêté n° 78 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Remiremont, n° FINESS 880780093 .....	437
Extrait de l'arrêté n° 79 / ARH / 2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Vittel, n° FINESS 880780101 .....	437
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....</b>	<b>437</b>
Extrait de l'arrêté n° 2009-1/SJS du 14 mai 2009 portant agrément au titre du volontariat associatif .....	437
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST .....</b>	<b>438</b>
Division d'exploitation de Metz .....	438
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-020 en date du 4 mai 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection périodique de l'ouvrage n° A311.20 sur A31 franchissant la Moselle .....	438
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-023 en date du 14 mai 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise aux normes des glissières sur A31 échangeur N° 15 .....	439
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-024 en date du 14 mai 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la RD 125, nécessitant la fermeture de la bretelle de sortie sur A 30 à l'échangeur de Villers-la-Montagne (sens Metz/Longwy) .....	440
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>441</b>
Service offre de soins de ville .....	441
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0381-09 du 22 avril 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral « Laboratoire Saint-Rémy » enregistrée sous le n° 4 - Autorisation n° 54-64 - Autorisation n° 54-87 .....	441
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0459-09 du 4 mai 2009 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 9 place Léopold - 54300 Lunéville - Autorisation n° 54-93 .....	441
Service pôle social .....	442
Extrait de l'arrêté n° 319 du 30 avril 2009 fixant le montant de la participation financière des personnes hébergées dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) de Meurthe-et-Moselle .....	442
Service solidarité - autonomie .....	443
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 398 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour .....	443
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 399 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy .....	443
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 400 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy .....	444
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 401 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy .....	444
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 402 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville .....	445
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 403 du 11 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson .....	445
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 405 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines .....	446
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 406 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royaumeix .....	447
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 407 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin .....	447
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 408 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt .....	448
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 409 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize .....	448
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 410 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy .....	449
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 429 du 4 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont .....	449
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 430 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou .....	450
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 431 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandœuvre-lès-Nancy .....	450
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 432 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy .....	451
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 456 du 12 mai 2009 autorisant l'Association « SSIAD du Val de Lorraine » à étendre la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Pont-à-Mousson .....	452
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 457 du 12 mai 2009 autorisant l'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD) à étendre la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Villers-lès-Nancy .....	452
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 458 du 12 mai 2009 autorisant l'Association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Nancy .....	452

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 464 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carnes » à Longwy.....	453
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 470 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy.....	453
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 471 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou.....	454
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 504 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.....	454
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 507 du 6 mai 2009 fixant pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier 2009 au 30 avril 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin géré sur cette période par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy.....	454
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 508 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max.....	455
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 509 du 6 mai 2009 fixant pour la période du 1 <sup>er</sup> mai 2009 au 31 décembre 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin de l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil – Alpha Santé.....	455
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 510 du 7 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy.....	456
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 534 du 11 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe.....	456
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 535 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy.....	457
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 570 du 18 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de Haroué.....	457
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....</b>	<b>458</b>
Service agriculture, forêt, chasse.....	458
Extrait de l'arrêté n° 2009/262 du 31 mars 2009 autorisant le prélèvement définitif et le transport de renards roux pour le suivi de l'échinococcose alvéolaire.....	458
Extrait de l'arrêté n° 2009/266 du 13 mai 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps.....	458
Service de l'habitat.....	459
Extrait de l'arrêté n° HAB/2009/12 du 4 mai 2009 portant agrément de l'association "ENSEMBLE" comme gestionnaire de la résidence d'accueil "Place Colombé" à Pont-à-Mousson.....	459
Extrait de l'arrêté n° HAB/2009/13 du 12 mai 2009 autorisant l'association "ENSEMBLE" à percevoir l'APL des locataires en tiers payant.....	459
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....</b>	<b>459</b>
Décision d'agrément du 12 mai 2009 de l'Association ADEVAL à Pompey en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	459
Décision d'agrément du 12 mai 2009 de l'Association EQUIT'AIDE – HANDI CHEVAL LORRAINE à Lixières en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	460
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>460</b>
<b>INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>460</b>
Arrêté du 4 mai 2009 portant délégation de signature de l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle à ses adjoints.....	460
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>461</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>461</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....</b>	<b>461</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	461
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 21087 du 11 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	461
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27421 du 11 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	461
<b>LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES</b>	
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	
Bureau de la citoyenneté	
Circulaire du 11 mai 2009 relative à l'organisation matérielle et au déroulement de l'élection des représentants au Parlement européen des 6 et 7 juin 2009	
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES</b>	
Bureau de l'aménagement du Territoire et de l'environnement	
Circulaire du 31 mars 2009 relative au montant de l'astreinte administrative pour chaque publicité, enseigne ou préenseigne	
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	
Circulaire relative à la relance du dispositif "contrats aidés"	
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	
Circulaire du 27 mars 2009 relative au versement anticipé du F.C.T.V.A.	
Circulaire du 1 <sup>er</sup> avril 2009 relative à la dotation de développement rural 2009	
Circulaire du 22 avril 2009 relative au fonds de compensation pour la TVA - mise en oeuvre du plan de relance de l'économie	

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Bureau des affaires politiques***Extrait de l'arrêté du 4 mai 2009 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2009 »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La médaille de la famille est décernée aux mères de famille dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leurs mérites et leur témoigner la reconnaissance de la nation.

ANCERVILLER

- médaille de bronze : Madame Gisèle BIANCHI

ANTHELUPT

- médaille d'argent : Madame Katia HINDELANG

ATTON

- médaille de bronze : Madame Annie BENOIT, Madame Odette GEORGES, Madame Simone LEMAIRE, Madame Gisèle RAFFAELI

AUBOUÉ

- médaille de bronze : Madame Murielle BOURAHLA, Madame Maria DI BENEDETTO, Madame Viviane MARX

BIONVILLE

- médaille de bronze : Madame Véronique UBERALL

BURTHECOURT-AUX-CHENES

- médaille de bronze : Madame Yvonne JEANDON

CHAMPEY-SUR-MOSELLE

- médaille de bronze : Madame Nadia KASMI, Madame Viviane PIWOSZ

CHAMPIGNEULLES

- médaille de bronze : Madame Pierrette HELMSTETTER

CHANTEHEUX

- médaille d'argent : Madame Maria CUCHE

CHARENCEY-VEZIN

- médaille de bronze : Madame Gisèle NOEL

CHAVIGNY

- médaille de bronze : Mme Sylvie GUYOT

CHENIERES

- médaille de bronze : Madame Geneviève BIEVER, Madame Marie-Jeanne MUSSET

CIREY-SUR-VEZOUZE

- médaille d'argent : Madame Evelyne CHATTON

CUSTINES

- médaille de bronze : Madame Monique AGUILAR

DOMBASLE-SUR-MEURTHE

- médaille d'or : Madame Yvonne DELATTRE

DOLEVRE-EN-HAYE

- médaille de bronze : Madame Jacqueline ALZINGRE, Madame Ginette ANCEL, Madame Claudine DHAeyer, Madame Nathalie RENARD,

Madame Sandrine SARGIS

DOMMARTIN-LES-TOUL

- médaille de bronze : Madame Monique BALLAND, Madame Claudine CRESSON

ECROUVES

- médaille d'argent : Madame Marie CHAABANE

ESSEY-LES-NANCY

- médaille de bronze : Madame Claudine MONIN, Madame Rosa PERRI, Madame Marie WELSCH

FILLIERES

- médaille d'argent : Madame Céline TRESSON

FLEVILLE-DEVANT-NANCY

- médaille de bronze : Madame Marie-Thérèse GURY, Madame Ginette SOUHAIT

FLIREY

- médaille d'or : Madame Maryse PAPINI

FONTENOY-SUR-MOSELLE

- médaille de bronze : Madame Janine JAILLON

FOUG

- médaille de bronze : Madame Akila BOUCHELOUKH, Madame Céline BRON

FROLOIS

- médaille d'argent : Madame Anita DAVION

HALLOVILLE

- médaille de bronze : Madame Suzanne MONZEIN, Madame Evelyne MONZEIN

- médaille d'argent : Madame Valérie PIERRON, Madame Marcelle PIERRON

HEILLECOURT

- médaille de bronze : Madame Isabelle BADER, Madame Laurence BOUGHARI, Madame Arlette BRUN, Madame Marie-Thérèse CEZARD,

Madame Suzanne RAUCH

- médaille d'argent : Madame Somphiane DOUANGPHOUTHA

- médaille d'or : Madame Valérie CREPS

JAILLON

- médaille de bronze : Madame Monique VUILLAUME

- médaille d'argent : Madame Simone BATTISTON, Madame Fabienne SCHEIFFER

JARNY

- médaille de bronze : Madame Janine CLAUDE, Madame Monique LINCK, Madame Thérèse TRAINA, Madame Marie-Antoinette ZANOTELLI, Madame Gisèle RENAUD

- médaille d'argent : Madame Jeannine CHARPENTIER, Madame Fernande NARDI, Madame Rosa FERRARELLI, Madame Irma PFISTER

- médaille d'or : Madame Thi Xi MUNIER, Madame Geneviève PREVOTEAU

JOLIVET

- médaille de bronze : Madame Françoise AUBERTIN, Madame Anne-Marie MALGRAS, Madame Anne-Marie RICHARD

- médaille d'argent : Madame Monique UHLRICH

LAMATH

- médaille de bronze : Madame Roseline PERRIN

LARONXE

- médaille d'argent : Madame Danièle GENAY

LAXOU

- médaille de bronze : Madame Sophie KLIPPERT DIT KURZ

LAY-SAINT-CHRISTOPHE

- médaille de bronze : Madame Francine MOUTON

- médaille d'argent : Madame Marie Renée MOUTON

LES BAROCHES

- médaille de bronze : Madame Simone MAHOU

LUNEVILLE

- médaille de bronze : Madame Catherine FILIPPI, Madame Mireille GAVALDA, Madame Véra STRANO

- médaille d'or : Madame Huguette THIEBAUT

MARBACHE

- médaille de bronze : Madame Lucienne MAILLARD

MAXEVILLE

- médaille d'or : Madame Hafsia MAAYOUFI

MERCY-LE-BAS

- médaille de bronze : Madame Anne-Marie LIBERT, Madame Monique PALLA

MEREVILLE

- médaille de bronze : Madame Murielle SALVAN

MONCEL-SUR-SEILLE

- médaille d'argent : Madame Marie-Thérèse PORTE

MONT-SAINT-MARTIN

- médaille de bronze : Madame Françoise DERENDINGER

MORFONTAINE

- médaille de bronze : Madame Maryse FRANCONNET

NANCY

- médaille de bronze : Madame Françoise ALLIX, Madame Elisabeth KEMPF, Madame Nicole MALEZIEUX, Madame Pascale RUCKSTUHL, Madame Nathalie VORTEMANN, Madame Clarisse VOUTIER

- médaille d'argent : Madame Livia LANOTTE, Madame Laure DES BOSCS, Madame Elisabeth BECKER

- médaille d'or : Madame Armelle BRACHET, Madame Annette BRANDSTATTER

PIENNES

- médaille d'or : Madame Denise WAGNER

PONT-SAINT-VINCENT

- médaille de bronze : Mme Bénédicte MERLE DUBOURG, Mme Yvette THOMAS

PULNOY

- médaille de bronze : Madame Nadine THEMEZE

SAINT-JEAN-LES-LONGUYON

- médaille de bronze : Madame Karine AGNES

SAINT-MAX

- médaille de bronze : Madame Danielle FERON, Madame Thérèse VANDROUX, Madame Martine VIGNERON

VANDOEUVRE

- médaille de bronze : Madame Myriam GOKYER, Madame Véronique WEBER

- médaille d'argent : Madame Catherine THEVENIN

VILLERS-LES-NANCY

- médaille de bronze : Madame Nathalie BRACONNIER, Madame Pascale GODOT SEYLER

VILLERUPT

- médaille de bronze : Madame Valérie PETRAUSKAS

XEUILLEY

- médaille de bronze : Madame Francine FLORENTIN, Madame Pascale KUNEGEL, Madame Viviane MICHAUT

Article 2 : M. le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 4 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

*Bureau de la citoyenneté*

**Extrait de l'arrêté du 11 mai 2009 fixant les tarifs maxima admis au remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux pour l'élection des représentants au Parlement européen des 6 et 7 juin 2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour donner droit à remboursement, les circulaires et les bulletins de vote des candidats tête de liste aux élections des représentants au Parlement européen des 6 et 7 juin 2009 sont imprimés sur du papier de qualité écologique qui remplit l'une des deux conditions suivantes :

- papier contenant au moins 50% de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;

- papier bénéficiant d'une certification de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Article 2 - Les tarifs maxima de remboursement aux candidats tête de liste aux élections des représentants au Parlement européen sont fixés comme suit :

Impression par un même imprimeur pour les besoins d'un seul département :

Document	Nombre d'exemplaires	Tarif maximum de remboursement (H.T.)
Bulletins de vote recto 148 X 210 mm	le mille	10,38 €
Bulletins de vote recto-verso 148 X 210 mm	le mille	11,74 €
Circulaires recto 210 X 297	le mille	12,40 €
Circulaires recto-verso 210 X 297 mm	le mille	14,06 €
Grandes affiches 594 X 841 mm	l'unité	0,37 €
Petites affiches 297 X 420 mm	l'unité	0,166 €

Impression par un même imprimeur pour les besoins de plus d'un département :

Document	Nombre d'exemplaires	Tarif maximum de remboursement (H.T.)
Bulletins de vote recto 148 X 210 mm	le mille	9,86 €
Bulletins de vote recto-verso 148 X 210 mm	le mille	11,15 €
Circulaires recto 210 X 297	le mille	11,78 €
Circulaires recto-verso 210 X 297 mm	le mille	13,36 €
Grandes affiches 594 X 841 mm	l'unité	0,35 €
Petites affiches 297 X 420 mm	l'unité	0,158 €

- Circulaires :

Les déclarations sont imprimées sur papier blanc ou de couleur dont le grammage est compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré. La combinaison des trois couleurs (bleu, blanc et rouge), à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique, est interdite.

Le format est de 210 x 297 mm.

- Bulletins de vote :

Les bulletins de vote sont imprimés en une seule couleur (caractères, illustrations, emblème éventuel, etc.) et exclusivement sur papier blanc dont le grammage est compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré.

Le format est de 148 x 210 mm.

- Affiches :

Les affiches imprimées sur papier blanc sont interdites (sauf lorsqu'elles sont recouvertes de caractères ou d'illustrations de couleur) de même que celles comprenant une combinaison des couleurs bleu, blanc et rouge, à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique.

- Apposition :

Les tarifs maxima pour les frais d'apposition sont fixés comme suit :

Document	Nombre d'exemplaires	Tarif maximum de remboursement (H.T.)
Grandes affiches 594 X 841 mm	l'unité	1,87 €
Petites affiches 297 X 420 mm	l'unité	0,85 €

Article 3 - Tous les tarifs visés au présent arrêté doivent inclure les prestations obligatoires qui ne peuvent donner lieu à remboursement supplémentaire (achat du papier et de l'encre, composition, montage, corrections d'auteurs, façonnage, massicotage, emballage, pliage, transport, livraison).

Article 4 - Le remboursement des frais d'impression s'effectue dans la limite du tarif le moins élevé entre le département du lieu d'impression et le département de la préfecture qui assure le remboursement.

Article 5 - Le remboursement aux candidats tête de liste s'effectuera sur présentation des pièces justificatives suivantes :

- Les factures correspondant aux impressions des déclarations, bulletins de vote et affiches, libellées au nom du candidat tête de liste et accompagnées d'un relevé d'identité bancaire et d'une éventuelle subrogation sont à adresser à la préfecture chef-lieu de la circonscription électorale ;

- Les factures correspondant à l'affichage, libellées au nom du candidat tête de liste et accompagnées d'un relevé d'identité bancaire et d'une éventuelle subrogation, sont à adresser à la préfecture de chaque département.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture et la présidente de la commission de propagande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil de actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté n° 37/2009 du 21 avril 2009 portant homologation du circuit de 3.5 kilomètres situé sur le pôle des sports mécaniques au lieu-dit « le fays » sur le territoire de la commune de Chenevrières**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le circuit de 3.5 kilomètres situé sur le pôle des sports mécaniques au lieu-dit « le fays » sur le territoire de la commune de CHENEVIERES tel qu'il est décrit dans le plan masse annexé au présent arrêté est homologué pour une durée de quatre ans à compter de ce jour pour toutes les catégories de véhicules. Les véhicules empruntant ce circuit ne peuvent dépasser 200 km/h.

Article 2 - Le propriétaire du circuit et son exploitant sont tenus de maintenir en état la piste, ses dégagements et tous les dispositifs de protection des spectateurs et des concurrents.

La zone de rassemblement et de ravitaillement des véhicules sera interdite au public et seuls les bidons homologués y seront admis pour la conservation des carburants.

Un parc coureur et un parking spectateurs distincts seront prévus.

Une liaison téléphonique devra être mise en place pour alerter les secours comme suit :

centre 18 ou 112 pour les secours sapeurs pompiers

centre 15 pour les urgences médicales

Article 3 - Afin de préserver la tranquillité publique, l'utilisation du circuit est interdite de 19 heures à 8 heures en semaine et de 18 heures à 10 heures les dimanches et jours fériés.

En outre, un merlon devra être érigé au sud-est du circuit, de telle sorte que le niveau sonore ne dépasse pas quatre vingt dix sept décibels. En attendant la construction du merlon, à titre de mesure compensatoire, le niveau acoustique maximum ne dépassera pas quatre vingt quinze décibels.

Un effectif maximum de vingt véhicules sera admis à évoluer simultanément sur le circuit.

Le nombre de jours maximum d'utilisation du circuit est fixé à quarante au plus.

Article 4 - Des mesures de bruit sont effectuées par l'exploitant dans les conditions définies conjointement avec la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, en prenant pour référence les normes d'émissions sonores fixées par les fédérations sportives ayant reçu délégation, en application des articles L. 131-14 et suivants du code du sport. Les résultats de ces mesures sont communiqués à l'autorité préfectorale et consignés dans un registre conservé par l'exploitant.

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE, Monsieur le maire de CHENEVIERES et Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hervé DEWONCK, responsable formation de la société « passeport prévention »

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;

- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

- Monsieur le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports.

Nancy, le 21 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

**Extrait de l'arrêté modificatif du 23 avril 2009 concernant le captage de la source de l'église par et en commune d'Ecrouves**

Arrêté du 23 avril 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation du captage de la source de l'église par et en commune d'Ecrouves, établissant les périmètres de protection de ce point d'eau et autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

*L'arrêté préfectoral est consultable, dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle (bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement), à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (service santé-environnement) et en mairie d'Ecrouves.*

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

**Arrêté OSD 0904 du 15 mai 2009 modifiant la délégation de signature de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 2008 portant nomination de Monsieur Daniel GUYOT en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;



**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté du 9 septembre 2008 susvisé est remplacé par le suivant :

Délégation de signature est accordée à Monsieur Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté, ainsi que sur le programme 309 "entretien des bâtiments de l'Etat", dans le cadre du volet "Etat exemplaire" du plan de relance, en ce qui concerne les bâtiments relevant de sa compétence.

Article 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Arrêté OSD 0905 du 15 mai 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis aux fonctionnaires et agents des services de l'Etat ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 6 avril 2009 nommant à compter du 6 avril 2009 Monsieur Lorenzo DIEZ en qualité de directeur de l'école nationale supérieure d'architecture de Nancy ;

Vu la nomination, à compter du 1er octobre 1991, de Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS en qualité de secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2005, portant délégation de signature à Monsieur Denis GRANDJEAN, directeur de l'école d'architecture de Nancy, ainsi qu'à Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy à l'effet de signer en mon nom tous les documents liquidatifs et de liaison relatifs à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat de l'école d'architecture de Nancy ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté préfectoral susvisé du 7 mars 2005 est abrogé.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy, ainsi qu'à Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy, à l'effet de signer en mon nom tous les documents liquidatifs et de liaison relatifs à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat de l'école d'architecture de Nancy.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le trésorier payeur général de la région lorraine, trésorier payeur général du département de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera notifié à :

- Monsieur Lorenzo DIEZ, directeur de l'école d'architecture de Nancy
- Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy.

Nancy, le 15 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Arrêté n° 09.BMSSE.30 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le règlement (CE) n° 338/97 du conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce et les règlements de la commission associés ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.411-1 à L.412-1, R.411-1 à R.411-6 et R.412-2 ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi 82-123 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret 91-1139 du 4 novembre 1991 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;

Vu le décret 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2007-995 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ;

Vu le décret du président de la république en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1997 soumettant à autorisation la détention et l'utilisation sur le territoire national d'ivoire d'éléphant par des fabricants ou des restaurateurs d'objets qui en sont composés et fixant des dispositions relatives à la commercialisation des spécimens ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du conseil européen et (CE) n° 939/97 de la commission européenne ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2005 fixant la liste des tortues marines protégées sur le territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté en date du 6 octobre 2008 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire chargeant M. Guy LAVERGNE, ingénieur général des pontes et chaussées, de l'intérim de directeur régional de l'environnement Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

Vu la circulaire du 2 octobre 2007 concernant l'accès à la propriété privée dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel de l'article L. 44-5 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est accordée à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, à l'effet de signer toutes décisions et autorisations relatives :

- à la mise en œuvre des dispositions du règlement (CE) n° 338/97 susvisé et des règlements de la commission associés ;
- à la détention et à l'utilisation d'écaillés de tortue marine des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
- à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
- au transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement ;
- à l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser les inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement.

Article 2 : M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, définit, par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Article 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté n°08.BMSSE.72 du 14 novembre 2008, accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

#### **Arrêté n° 09.BMSSE.31 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 17 février 2009 portant nomination de M. BISSON-VAIVRE en qualité d'inspecteur général de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 27 février 2008 chargeant M. Francis MORLET d'assurer l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 17 février 2009 ;

Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu le certificat administratif du ministère de l'éducation nationale en date du 22 avril 2009 nommant M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 4 mai 2009 ;

Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

Article 2 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières à l'exception de celles mentionnées au 1° de l'article 33 du décret du 29 avril susvisé, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.10 du 6 mars 2009, chargeant M. Francis MORLET d'assurer l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 5 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'éducation nationale et de la recherche au titre des programmes suivants :

- Enseignement scolaire privé du premier degré et du second degré - Programme 139 (Chapitre 0139)

- Enseignement scolaire public du 1<sup>er</sup> degré - Programme 140 (Chapitre 0140)

- Enseignement scolaire public du second degré - Programme 141 (Chapitre 0141)

- Soutien de la politique de l'éducation nationale - Programme 214 (Chapitre 0214)

- Vie de l'élève - Programme 230 (Chapitre 0230)

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Article 6 : Délégation de signature est également donnée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 7 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Article 8 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 9 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 10 : Délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 11 : Délégation de signature est également accordée à M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent.

Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 12 : M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 206 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 13 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et les marchés inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 14 : Conformément au règlement départemental du 24 septembre 2007 susvisé, la présente délégation ne s'applique pas aux marchés qui concernent les fournitures de bureau, le papier à usage courant, les consommables informatiques, les travaux de nettoyage des locaux, le matériel informatique et le matériel de reprographie. Ces besoins sont couverts soit par l'adhésion à un groupement d'achat dans les conditions prévues à l'article 7 du code des marchés publics, soit par des marchés mutualisés coordonnés au niveau du préfet, soit par des marchés ou accords-cadres nationaux. Dans ces différents cas, les actes d'engagement locaux ou les conventions ou actes d'adhésion correspondants sont signés par M. Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, dans les conditions précisées à l'article 7 du présent arrêté.

Article 15 : L'arrêté du 6 mars 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Francis Morlet, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale par intérim, est abrogé.

Article 16 : Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

#### **Arrêté n° 09.BMSSE.32 du 18 mai 2009 accordant délégation de signature à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté 07/754 A du 15 octobre 2007 du ministre de l'intérieur nommant Mme Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Mme Véronique PHELPS, directrice des services de préfecture, directrice de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux,
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-lès-Nancy.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ainsi que les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à Mme Véronique PHELPS à l'effet de signer les décisions portant :

- refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou
- retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

En cas d'absence de l'intéressée, cette délégation est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 est exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Mme Anne-Lise FUCHS, attaché, chef de bureau, ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par M. Jean-Pierre DEVIDET, attaché, chef de bureau, ou, en son absence, par Mme Sabine CHOIGNOT, cadre de 1<sup>o</sup> niveau à France Télécom détachée, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Mme Sylvia POLIN, attachée principale, chef de bureau, ou, en son absence, par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile ».

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique PHELPS, la délégation de signature définie à l'article 4 est exercée par Mme Sylvia POLIN, chef de bureau, ou en son absence par Mme Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile », ou par Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB et Mme Anne THOMAS secrétaires administratifs de classe normale et par M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 8 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique PHELPS et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, est exercée par :

- Mmes Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure, et Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Mme Evelyn FREIDINGER, attachée, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les matières relevant des permis de conduire, à l'exception des décisions de suspension de permis de conduire, Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les matières relevant du bureau des réglementations à l'exception des décisions relatives aux permis de conduire ;
- Mmes Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, M. Ahmed CHAIB, Mmes Sylvie KRIZAN, Anne PIZMOHT et Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, Mmes Sylvie KLEIN et Yolande VAUDIN, secrétaires administratives de classe supérieure, pour les matières relevant du bureau des étrangers.

Article 9 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Véronique PHELPS et de Mme Sylvia POLIN, délégation de signature est donnée à Mmes Christine VIGNERON, Catherine CLAUDIN, Gerhilt STENDER, Monique DIJEAU-LORINO, Mlles Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Stéphanie CONTAL, Isabelle RAGON et Christelle SCHÖNI, et à MM. Philippe LEPAGE, Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN, Bertrand SIFFERT, Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs, pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux et d'avis du médecin inspecteur départemental de la santé publique
- demande de pièces complémentaires
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant pas de décision

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Véronique PHELPS, de M. Jean-Pierre DEVIDET et de Mme Sabine CHOIGNOT, délégation de signature est donnée à M. Michel PERNEY, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe, pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises.

Article 11 : Sous le contrôle et l'autorité de Mme Véronique PHELPS et de Mme Anne-Lise FUCHS, délégation de signature est donnée à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe, et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjoint administratif 1<sup>re</sup> classe, pour délivrer les récépissés de dépôts de demandes de naturalisation.

Article 12 : Dans le cadre du contentieux des mesures d'éloignement, y compris les référés administratifs et du contentieux lié à la rétention administrative, délégation à effet de représenter l'Etat est confiée à Mmes Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers, Mmes Elisabeth DAVAL, attachée, adjointe au chef de bureau, Edith CHARRIAU-CORON, Brigitte LELOUP, Marion OUDIN, attachées, à M. Ahmed CHAIB et Mme Anne THOMAS, secrétaires administratifs de classe normale, et à M. Bertrand SIFFERT, adjoint administratif.

Article 13 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,
  - 3°) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
  - 7°) aux maires.

Article 14 : L'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.09 du 10 mars 2009 accordant délégation de signature à Mme PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, est abrogé.

Article 15 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Mme Véronique PHELPS, directrice de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 mai 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

### Extrait de l'arrêté en date du 11 mai 2009 complétant l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : L'article 2 des statuts de la communauté de communes du Pays de Longuyon est complété comme suit :

« Article 2 : Compétences optionnelles

A. Protection et mise en valeur de l'environnement

.....

- Encourager le développement des énergies renouvelables (bois énergie, énergie solaire, énergie éolienne, géothermie),

- Création d'une zone de développement éolien,

..... ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays de Longuyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 11 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet par intérim,  
Bernard BREYTON

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

### Extrait de l'arrêté du 13 mai 2009 relatif à la modification des compétences du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La compétence "aménagement et gestion d'une structure d'accueil de la petite enfance dans les locaux scolaires d'Andilly", est rétrocédée aux communes.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Bernard BREYTON

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### *Service actions et établissements de santé*

### Extrait de l'arrêté n° 26 du 11 mai 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- Madame Michèle PILOT, Maire de FOUG, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

- Madame Nicole CREUSOT, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Monsieur Claude BLAQUE, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Evelyne DIDIER, Sénatrice de Meurthe-et-Moselle, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),

- Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :

- Madame Elisabeth LAITHIER, Adjointe au Maire de la ville de Nancy (fin du mandat en mars 2014).

c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :

- Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur Jean-Michel HASCOET, Professeur de Pédiatrie, Chef de Service (fin du mandat en avril 2011),

- Madame le Docteur Karine POLET, Chef de Service d'Imagerie de la Femme et Périnatale (fin du mandat en avril 2011),

- Madame le Docteur Patricia FRANCK, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011),

- Monsieur le Docteur Thierry ROUTIOT, Praticien Hospitalier (fin du mandat en avril 2011).

- b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
  - Madame Denise BOISSEAU, Cadre médico-technique (fin du mandat en mai 2011).
- c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
  - Monsieur Guy CORNU, Agent Hospitalier, représentant CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
  - Madame Elisabeth DEVAUX, Sage-femme, représentante CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
  - Madame Anne-Marie MAJETTI, Auxiliaire de Puériculture, représentant l'UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
  - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
    - Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY (fin du mandat en juin 2010),
    - Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en mars 2010),
    - Personne qualifiée en attente de désignation.
  - b) Trois représentants des usagers :
    - Madame Josiane NAUMAN, Retraitée, représentant l'Association "SYMPHONIE" (fin du mandat en février 2011),
    - Madame Thérèse VAUTRIN, représentant "Familles Rurales" (fin du mandat en mai 2010),
    - Représentant des usagers en attente de désignation.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 25 du 10 Septembre 2008.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mai 2009

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et par délégation,  
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,  
Daniel BOUFFIER

---

### Service affaires financières

#### Extrait de l'arrêté n° 41 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Maternité Régionale - Nancy, n° FINESS 540000031

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : MATERNITE REGIONALE - NANCY, n° FINESS : 540000031, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9736

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

---

#### Extrait de l'arrêté n° 42 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Toul, n° FINESS 540000049

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - TOUL, n° FINESS : 540000049, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9513

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

---

#### Extrait de l'arrêté n° 43 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Baccarat, n° FINESS 540000072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL - BACCARAT, n° FINESS : 540000072, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9562

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

---

#### Extrait de l'arrêté n° 44 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Lunéville, n° FINESS 540000080

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE, n° FINESS : 540000080, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9955

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 45 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Pont-à-Mousson, n° FINESS 540000106**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement :  
CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON, n° FINESS : 540000106, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0105

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 46 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital Saint-Charles - Nancy, n° FINESS 540000122**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement :  
HOPITAL SAINT CHARLES - NANCY, n° FINESS : 540000122, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9284

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 47 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Briey, n° FINESS 540000767**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement :  
CENTRE HOSPITALIER - BRIEY, n° FINESS : 540000767, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.992

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 48 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement A.H.B.L. – Mont-Saint-Martin, n° FINESS 540001096**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement :  
A.H.B.L. - MONT SAINT MARTIN, n° FINESS : 540001096, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0157

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 49 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Joeuf, n° FINESS 540001104**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement :  
HOPITAL - JOEUF, n° FINESS : 540001104, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9537

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 50 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin - Vandoeuvre, n° FINESS 540001286**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement :  
C.R.L.C.C. A. VAUTRIN - VANDOEUVRE, n° FINESS : 540001286, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9806

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 51 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement C.H.U. de Nancy, n° FINESS 540002078**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : C.H.U. DE NANCY, n° FINESS : 540002078, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.026

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 52 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement SINCAL - Nancy, n° FINESS 540020112**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : SINCAL - NANCY, n° FINESS : 540020112, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9928

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle .

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 53 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Verdun, n° FINESS 550000020**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - VERDUN, n° FINESS : 550000020, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9749

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 54 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Commercy, n° FINESS 550000046**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - COMMERCY, n° FINESS : 550000046, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9843

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 55 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - St-Mihiel, n° FINESS 550000053**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - ST-MIHIEL, n° FINESS : 550000053, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.1126

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 56 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Bar-le-Duc, n° FINESS 550003354**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - BAR LE DUC, n° FINESS : 550003354, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9966

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL



**Extrait de l'arrêté n° 57 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Forbach, n° FINESS 570000018**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - FORBACH, n° FINESS : 570000018, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9649

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 58 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Sarralbe, n° FINESS 570000026**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL - SARRALBE, n° FINESS : 570000026, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.8051

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 59 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Saint-Avold, n° FINESS 570000075**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - SAINT AVOLD, n° FINESS : 570000075, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0873

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 60 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital de Freyming-Merlebach, n° FINESS 570000091**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL DE FREYMING MERLEBACH, n° FINESS : 570000091, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.054

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 61 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier du Parc - Sarreguemines, n° FINESS 570000158**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER DU PARC - SARREGUEMINES, n° FINESS : 570000158, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9771

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 62 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hospitalor - Forbach, n° FINESS 570000166**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOSPITALOR - FORBACH, n° FINESS : 570000166, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.1715

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 63 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hospitalor - Saint-Avold, n° FINESS 570000216**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOSPITALOR - SAINT-AVOLD, n° FINESS : 570000216, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9971

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 64 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Alpha Santé - Hayange, n° FINESS 570000281**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : ALPHA SANTE - HAYANGE, n° FINESS : 570000281, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0325

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 65 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Boulay, n° FINESS 570000430**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - BOULAY, n° FINESS : 570000430, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.086

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 66 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Château Salins, n° FINESS 570000455**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL - CHATEAU SALINS, n° FINESS : 570000455, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9601

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 67 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Creutzwald, n° FINESS 570000489**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL - CREUTZWALD, n° FINESS : 570000489, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0067

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 68 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital Marange, n° FINESS 570000562**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL MARANGE, n° FINESS : 570000562, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0357

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 69 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital St-Elisabeth - Thionville, n° FINESS 570000950**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL ST ELISABETH - THIONVILLE, n° FINESS : 570000950, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9754

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 70 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement C. H. R. – Metz-Thionville, n° FINESS 570005165**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : C. H. R. - METZ THIONVILLE, n° FINESS : 570005165, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0103

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 71 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpital - Moyeuve Grande, n° FINESS 570009670**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAL - MOYEUVE GRANDE, n° FINESS : 570009670, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0248

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 72 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Sarrebourg, n° FINESS 570015099**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - SARREBOURG, n° FINESS : 570015099, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0118

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 73 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Hôpitaux Privés de Metz, n° FINESS 570023630**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : HOPITAUX PRIVES DE METZ, n° FINESS : 570023630, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0055

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la Moselle.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 74 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Epinal, n° FINESS 880780051**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - EPINAL, n° FINESS : 880780051, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9794

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de s Vosges.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 75 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Gérardmer, n° FINESS 880780069**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - GERARDMER, n° FINESS : 880780069, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.1101

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de s Vosges.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 76 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Saint-Dié, n° FINESS 880780077**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - SAINT DIE, n° FINESS : 880780077, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0019

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de s Vosges.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 77 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Neufchâteau, n° FINESS 880780085**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - NEUFCHATEAU, n° FINESS : 880780085, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9937

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de s Vosges.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 78 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Remiremont, n° FINESS 880780093**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - REMIREMONT, n° FINESS : 880780093, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 0.9869

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de s Vosges.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**Extrait de l'arrêté n° 79 / ARH /2009 de la région Lorraine du 6 avril 2009 fixant le coefficient de transition de l'établissement Centre Hospitalier - Vitte, n° FINESS 880780101**

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis favorable de la Commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de la Lorraine du 6 avril 2009 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Le coefficient de transition, mentionné au II de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, pour l'établissement : CENTRE HOSPITALIER - VITTE, n° FINESS : 880780101, est fixé au 1<sup>er</sup> mars 2009 à : 1.0742

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de s Vosges.  
Nancy, le 6 avril 2009

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS****Extrait de l'arrêté n° 2009-1/SJS du 14 mai 2009 portant agrément au titre du volontariat associatif**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - L'association UFC QUE CHOISIR DE NANCY ET ENVIRONS est agréée pour une durée de 4 ans à compter de la date du présent arrêté pour participer aux missions de volontariat associatif selon le type des missions définies ci dessous :

Thèmes des missions	Secteurs géographiques	Types de missions
Traitement amiable des litiges des consommateurs Animation des antennes UFC que choisir Création des dossiers judiciaires	Meurthe-et-Moselle	Information et défense des consommateurs

Article 2 - L'association ou la fondation reconnue d'utilité publique est autorisée à conclure des contrats de volontariat dans les conditions suivantes :

Nombre d'engagements cumulés autorisés par année civile		Nombre de volontaires correspondants	
Année N	Année N+1	Année N	Année N+1
4	4	4	4
Année +3	Année+4	Année N +3	Année +4
4	4	4	4

Article 3 - Au terme de chaque année civile, et au plus tard avant le 31 janvier de l'année suivante, l'association ou la fondation reconnue d'utilité publique adresse :

le compte rendu annuel prévu par l'article 8 du décret n°2006-1205 du 29 septembre 2006 susvisé au directeur départemental de la Jeunesse et des Sports ainsi que,

la déclaration annuelle obligatoire des données sociales des volontaires au ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports (Direction de la vie associative, de l'emploi et des formations).

Article 4 - L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré dans les cas prévus par l'article 10 du décret n°2006-1205 du 29 septembre 2006 susvisé.

Article 5 - L'association UFC QUE CHOISIR DE NANCY ET ENVIRONS s'engage à notifier, sans délai, au préfet (directeur départemental de la Jeunesse et des Sports), toute modification des statuts postérieure à la délivrance de l'agrément.

Article 6 - L'association UFC QUE CHOISIR DE NANCY ET ENVIRONS tient à la disposition du préfet (directeur régional adjoint de la Jeunesse et des Sports) tous les documents probants ou les pièces justificatives nécessaires au contrôle des conditions d'exercice de la mission de volontariat conformément à l'article 9 du décret n°2006-1205 du 29 septembre 2006 susvisé.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et par délégation, la directrice régionale adjointe de la Jeunesse et des Sports, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

## DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

*Division d'exploitation de Metz*

**Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-020 en date du 4 mai 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection périodique de l'ouvrage n° A311.20 sur A31 franchissant la Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31 «Toul » bretelle « Queue de chat »	
PR + SENS	AO N° A 311.20 sur la Moselle sens Toul/Nancy	
SECTION	Bretelle queue de chat (bidirectionnelle)	
NATURE DES TRAVAUX	Inspection périodique de l'ouvrage	
PERIODE GLOBALE (date à date)	13 mai 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Alternat manuel Vitesse limitée à 50 km/h au droit de l'alternat	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est/DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Phase n°	Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Mesures d'exploitation
1	13 mai 2009	Sens Toul/Nancy	Inspection radar sur l'ouvrage d'art	Alternat dans le sens Nancy/Toul

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Toul.
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Toul.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société « CETE de l'Est ».

Moulins lès Metz, le 4 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-023 en date du 14 mai 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise aux normes des glissières sur A31 échangeur N° 15**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31 échangeur N° 15
Points Repères PR.	SENS: MOINS ( Metz vers Toul) PR 235.600
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Mise aux normes glissières bretelle Nancy/Toul centre
PERIODE GLOBALE	18 au 20 mai 2009 de nuit de 21h à 6h
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Nancy/Toul centre Schéma type CF 113b
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : District de Nancy CEI de Fléville
	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	18 mai au 19 mai 2009 de nuit 21h à 6h	PR 235,600	Mise aux normes glissières	Neutralisation voie de droite FLR PR 236,000 arrêté permanent
	19 mai au 20 mai 2009 de nuit 21h à 6h			Fermeture Bretelle Nancy/Toul centre Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A31 direction Paris jusqu'au diffuseur de Toul-Valcourt, RD 674, bretelle Toul-Valcourt/ Nancy, A31 direction Nancy jusqu'à l'échangeur n°15 dans le sens Paris-Nancy, bretelle Paris/Toul centre

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de Radio Bleu Sud Lorraine,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société : PARC de Tomblaine

Moulins lès Metz, le 14 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-024 en date du 14 mai 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur la RD 125, nécessitant la fermeture de la bretelle de sortie sur A 30 à l'échangeur de Villers-la-Montagne (sens Metz/Longwy)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN - 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 6+420	
SENS	Metz ==> Belgique	
SECTION	Bretelle de sortie de l'échangeur Thiercelet-Morfontaine	
NATURE DES TRAVAUX	Chantier CG-54 : Réfection de la couche de roulement RD 125	
PERIODE GLOBALE	Le mardi 19 mai 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Thiercelet-Morfontaine Fermeture de l'accès à l'aire de repos de Thiercelet Mise en place d'une déviation par l'échangeur suivant, Villers-la-Montagne	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le mardi 19 mai 2009 de 7h à 18h	PR 6+420  Sens 1	- Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur de Thiercelet-Morfontaine  - Fermeture de l'accès à l'aire de repos de Thiercelet	- Sortie fermée à l'échangeur de Thiercelet - Les usagers, en provenance de Metz, désirant emprunter la sortie Thiercelet-Morfontaine seront invités à utiliser la sortie suivante de l'échangeur, Villers-la-Montagne - Accès condamné à l'aire de repos de Thiercelet

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commissaire; commissariat de Longwy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société EUROVIA.

Moulins lès Metz, le 14 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### *Service offre de soins de ville*

**Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0381-09 du 22 avril 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral « Laboratoire Saint-Rémy » enregistrée sous le n° 4 - Autorisation n° 54-64 - Autorisation n° 54-87**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté modifié du 4 mars 1994 portant autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral « Laboratoire Saint-Rémy », agréée sous le n° 4, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifié comme suit :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SAINT-REMY »

Siège social : 28 rue de la Pologne  
54300 LUNEVILLE

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Durée : Quatre-vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

Objet de la société :

- L'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- Toute opération, notamment financière, civile ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de nature à favoriser son extension ou son développement.

Capital social : Cent trente mille euros (130 000 €)

Président : Monsieur André BINA

Directeur général : Monsieur Jean-Paul DUROCH

Directeurs généraux délégués : Madame Brigitte WERNEBURG – IRION  
Madame Isabelle PETRY

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie Médicale  
28 rue de la Pologne  
54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-87

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale St-Rémy  
39, rue de la Division Leclerc  
54120 BACCARAT

Autorisation n° 54-64

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY »,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de LUNEVILLE,
- Madame le Maire de BACCARAT,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 22 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 0459-09 du 4 mai 2009 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 9 place Léopold - 54300 Lunéville - Autorisation n° 54-93**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation prévue à l'article L 6211-2 du Code de la Santé Publique est accordée à la SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY », en vue d'exploiter, à compter de la date du présent arrêté, un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 9 Place Léopold à Lunéville, agréé sous le n° 54-93, dans les conditions ci-après :



Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale LEOPOLD

Siège social : 9 place Léopold

54300 LUNEVILLE

Exploité au sein de la SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne – 54300 Lunéville

Directeur : Madame Isabelle PETRY, pharmacien biologiste, autorisée à effectuer les actes suivants :

- hématologie, séroimmunologie,
- prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses facilement accessibles, aux seules fins d'examen microbiologiques ou parasitaires,
- prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire.

Article 2 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de Lunéville et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELAS "LABORATOIRE SAINT-REMY",
- Madame Isabelle PETRY,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de Lunéville,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 4 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Service pôle social

#### Extrait de l'arrêté n° 319 du 30 avril 2009 fixant le montant de la participation financière des personnes hébergées dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Les personnes hébergées dans les CADA de Meurthe-et-Moselle, à savoir

- le CADA sis à MAXEVILLE, 11 rue du Gué, géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale
- le CADA sis à ESSEY-lès-NANCY, résidence Les Oseraies, 118 boulevard du 116<sup>ème</sup> R.I., géré par ADOMA
- le CADA sis à POMPEY, résidence Fonds de Lavaux 28 rue du Val de la Tuilerie, géré par ADOMA
- le CADA sis à HOMECOURT, résidence Pasteur 16 rue Pasteur, géré par ADOMA
- le CADA sis à HERSENGE, résidence le Côteau 24 rue du Côteau, géré par ADOMA,

dont le niveau de ressources est égal ou supérieur au montant du revenu minimum d'insertion défini à l'article L.262-2 du CASF acquittent une participation financière à leurs frais d'hébergement et d'entretien.

Les ressources prises en considération pour la détermination du montant de la participation financière sont celles prévues à l'article 1 de l'arrêté du 31 mars 2008 sus-visé.

Article 2 : Le montant de la participation aux frais d'hébergement et d'entretien acquittée par la personne accueillie dans les CADA de Meurthe-et-Moselle est fixé comme suit :

SITUATION FAMILIALE	PARTICIPATION AUX FRAIS D'HÉBERGEMENT ET D'ENTRETIEN	
	Hébergement avec restauration collective	Hébergement sans restauration
Personne isolée, couple, Personne isolée avec un enfant.	Sans objet	15 % des ressources
Familles à partir de 3 personnes.	Sans objet	10 % des ressources

Article 3 : Pour bénéficier de l'allocation mensuelle de subsistance prévue au II de l'article R. 348-4, la personne hébergée dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile en Meurthe-et-Moselle doit justifier de ressources inférieures au montant de l'allocation, en application du barème suivant :

SITUATION FAMILIALE	CADA avec RESTAURATION COLLECTIVE	CADA avec RESTAURATION INDIVIDUELLE
Personne isolée.	Sans objet	202 €
Couple ou personne isolée avec un enfant.	Sans objet	311 €
Famille de 3 personnes.	Sans objet	384 €
Famille de 4 personnes.	Sans objet	494 €
Famille de 5 personnes.	Sans objet	608 €
Famille de 6 personnes.	Sans objet	718 €
Majoration par personne supplémentaire.	Sans objet	110 €

Les ressources prises en considération pour la détermination du montant de l'allocation sont appréciées dans les conditions définies à l'article 1 du présent arrêté.

Le montant de l'allocation est égal à la différence entre le montant résultant de l'application du barème ci-dessus et celui des ressources prises en compte.

Article 4 : La personne accueillie est informée sans délai par le directeur de l'établissement soit du montant de la participation financière qu'elle devra acquitter, soit du montant de l'allocation de subsistance dont elle bénéficie.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée au gestionnaire de chacun des CADA concerné en Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice adjointe des affaires sanitaires et sociales,  
Claudine BARBASTE

### Service solidarité - autonomie

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 398 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de Mars-la-Tour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" – 70 rue de Metz – 54800 MARS-LA-TOUR

N° FINESS : 54 0002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30 300,00	630 650,80
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	569 769,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 581,14	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	630 650,80	630 650,80
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR est fixée à 630 650,80 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,94 euros

GIR 3 et 4 : 29,41 euros

GIR 5 et 6 : 19,88 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR.

Nancy, le 5 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 399 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 768,58	755 114,58
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	667 047,38	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 298,62	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	747 722,52	755 114,58
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	7 392,06	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 392,06 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à 747 722,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,51 euros

GIR 3 et 4 : 19,20 euros

GIR 5 et 6 : 12,89 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 5 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 400 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 233,00	1 082 203,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	924 048,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	51 579,00	
	Déficit reporté	28 343,86	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 082 203,90	1 082 203,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 28 343,86 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 1 082 203,90 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,71 euros

GIR 3 et 4 : 23,43 euros

GIR 5 et 6 : 16,15 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 5 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 401 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 554,36	588 561,05
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	540 626,80	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	31 379,89	
	Déficit reporté	0	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	588 561,05	588 561,05
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 588 561,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,13 euros

GIR 3 et 4 : 23,82 euros

GIR 5 et 6 : 16,52 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 402 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE

N° FINESS : 54 0004579

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 917,88	589 196,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	519 677,83	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	32 600,48	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	589 196,19	589 196,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 589 196,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,40 euros

GIR 3 et 4 : 25,81 euros

GIR 5 et 6 : 18,22 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 5 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

#### Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 403 du 11 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc - 54700 PONT-A-MOUSSON - N° FINESS : 54 0002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 503,92	997 723,16
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	873 621,72	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	82 597,52	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	993 723,16	997 723,16
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 993 723,16 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,44 euros

GIR 3 et 4 : 27,59 euros

GIR 5 et 6 : 21,88 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 11 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 405 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de Rosières-aux-Salines**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite - 54 Rue du Paquis des Toiles – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES

N° FINESS : 54 0002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 688,01	1 539 970,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 506 507,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 775,13	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 537 842,04	1 539 970,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 128,95	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 128,95 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à 1 537 842,04 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 45,83 euros

GIR 3 et 4 : 33,15 euros

GIR 5 et 6 : 20,46 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 406 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de Royauveix**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 0018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 816,00	695 618,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	571 825,10	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	49 267,00	
	Déficit reporté	13 710,01	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	695 618,11	695 618,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 13 170,01 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 695 618,11 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 36,11 euros

GIR 3 et 4 : 29,82 euros

GIR 5 et 6 : 23,53 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 407 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de Saint-Firmin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN

N° FINESS : 54 0008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 570,00	572 547,12
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	524 333,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 643,70	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	572 547,12	572 547,12
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 572 547,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,52 euros

GIR 3 et 4 : 24,33 euros

GIR 5 et 6 : 16,14 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 5 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 408 du 5 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de Thiaucourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" – 2 rue Henri Poulet – 54470 THIAUCOURT - N° FINESS : 54 0002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	44 282,60	884 107,59
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	770 467,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	69 357,30	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	861 513,78	884 107,59
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	15 093,81	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 15 093,81 euros (excédent) ainsi que des autres produits pour 7 500 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à 861 513,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,15 euros

GIR 3 et 4 : 25,09 euros

GIR 5 et 6 : 17,03 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 5 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 409 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de Vézelize**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE - N° FINESS : 54 0002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 003,60	666 425,29
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	617 328,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 093,00	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	656 425,29	666 425,29
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à 656 425,29 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,22 euros

GIR 3 et 4 : 22,67 euros

GIR 5 et 6 : 15,12 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 410 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Verrière" – 6 rue Albert 1<sup>er</sup> – 54600 VILLERS-LES-NANCY - N° FINESS : 54 0018975

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 750,00	445 122,22
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	413 062,22	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 310,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	389 141,39	445 122,22
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	55 980,83	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 55 980,83 euros (excédent).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 389 141,39 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,08 euros

GIR 3 et 4 : 17,59 euros

GIR 5 et 6 : 11,09 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 429 du 4 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Giraumont, avenue Sainte Barbe, 54780 GIRAUMONT - N° FINESS : 54 001 3661

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 388,89	301 861,20
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	259 810,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 483,13	
	Déficit reporté	8 179,07	



Recettes	Groupe I Produits de la tarification	301 861,20	301 861,20
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 8 179,07 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 301 861,20 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,26 €

GIR 3 et 4 : 19,83 €

GIR 5 et 6 : 13,40 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 4 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 430 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence d'automne » à Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » - 1 allée de la Saulx – 54520 LAXOU - N° FINESS : 54 001 8686

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	35 523,90	518 692,87
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	452 497,92	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 112,50	
	Déficit reporté	558,55	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	518 692,87	518 692,87
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 558,55 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU est fixée à 518 692,87 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,58 €

GIR 3 et 4 : 18,14 €

GIR 5 et 6 : 12,70 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 431 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Jardins du Charmois » de Vandœuvre-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Jardins du Charmois » - 1 rue du Charmois - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - N° FINESS : 54 000 3779

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 801,70	673 988,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	581 046,88	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	34 502,38	
	Déficit reporté	18 637,74	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	673 988,70	673 988,70
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 18 637,74 euros de déficit

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 673 988,70 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,93 euros

GIR 3 et 4 : 22,80 euros

GIR 5 et 6 : 15,66 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 432 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Les Cygnes » - 2 rue J. Délivré – 54000 NANCY

N° FINESS ET : 54 001 4198

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 694,68	930 818,76
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	847 452,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 671,60	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	930 818,76	930 818,76
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY est fixée à 930 818,76 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 33,17 euros

GIR 3 et 4 : 26,05 euros

GIR 5 et 6 : 18,92 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 456 du 12 mai 2009 autorisant l'Association « SSIAD du Val de Lorraine » à étendre la capacité du service de soins infirmiers a domicile pour personnes âgées de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur du Val de Lorraine et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que l'extension de 5 places pour personnes âgées demandée par le SSIAD de Pont-à-Mousson correspond à cette nécessité,
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association « SSIAD du Val de Lorraine », dont le siège est situé 36bis avenue du Général Leclerc – 54700 Pont-à-Mousson, est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 5 places pour personnes âgées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Article 2 : La capacité globale du service de soins infirmiers à domicile est fixée à 48 places, dont 45 places pour personnes âgées et 3 places pour personnes adultes handicapées, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Article 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Article 4 : La présente autorisation est accordée sous réserve du résultat d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5: Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place Carrière - 54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'Association « SSIAD du Val de Lorraine », 36bis avenue du Général Leclerc - 54700 Pont-à-Mousson.

Nancy, le 12 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 457 du 12 mai 2009 autorisant l'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD) à étendre la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur de l'agglomération nancéienne et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que l'extension de 20 places demandée par le SSIAD de Villers-lès-Nancy correspond à cette nécessité,
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD), dont le siège est situé 2bis rue Sainte Odile – 54600 Villers-lès-Nancy, est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 20 places pour personnes âgées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Article 2 : La capacité globale du service de soins infirmiers à domicile est fixée à 120 places pour personnes âgées à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Article 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Article 4 : La présente autorisation est accordée sous réserve du résultat d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5: Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place Carrière - 54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD), 2bis rue Sainte Odile – 54600 Villers-lès-Nancy.

Nancy, le 12 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 458 du 12 mai 2009 autorisant l'Association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE) à créer un service de soins infirmiers a domicile pour personnes âgées à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur de l'agglomération nancéienne et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que la création d'un service de soins infirmiers à domicile de 50 places pour personnes âgées demandée par l'Association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE) de Nancy correspond à cette nécessité,
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle création est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE), dont le siège est situé 13/15 boulevard Joffre – 54000 Nancy, est autorisée à créer un service de soins infirmiers à domicile de 50 places pour personnes âgées à Nancy, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009.

Article 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Article 3 : La présente autorisation est accordée sous réserve du résultat d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place Carrière - 54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'Association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE), 13/15 boulevard Joffre- 54000 Nancy.

Nancy, le 12 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 464 du 28 avril 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Roche aux Carmes » - 9 rue des Carmes – 54401 LONGWY CEDEX

N° FINESS ET : 54 000 8232

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 751,89	274 897,86
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	230 145,97	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	13 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	274 897,86	274 897,86
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY est fixée à 274 897,86 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 19,21 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY.

Nancy, le 28 avril 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 470 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 350 178,01 euros

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 48,47 €

pour les GIR 3 et 4 : 37,55 €

pour les GIR 5 et 6 : 26,62 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière St Charles à Nancy.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 471 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite HOTELIA 8 rue de la Saône 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 00 08216

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	107 097,29	903 715,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	795 396,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	721,28	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	903 715,00	903 715,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 721,28 euros de déficit.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite HOTELIA de LAXOU est fixée à 903 715,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,85 €

GIR 3 et 4 : 24,13 €

GIR 5 et 6 : 16,80 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite HOTELIA de LAXOU.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 504 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Hopital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 503 178,96 euros

- Prix de journée de soins : 35,94 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 507 du 6 mai 2009 fixant pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 30 avril 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin géré sur cette période par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 30 avril 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin, géré par l'Association hospitalière du bassin de Longwy (AHBL) (N° FINESS EJ : 54 000 086 6) sont fixés ainsi qu'il suit :

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin : N° FINESS (ET) 54 001 258 0

- Dotation globale de soins : 203 787,90 euros
- Prix de journée de soins : 31,35 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière du bassin de Longwy (AHBL).

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 508 du 6 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Hôtel Club » de Saint-Max**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :  
Maison de retraite Hôtel club - 1 rue du maquis de Ranzey – 54130 SAINT-MAX - N° FINESS : 54 000 6400  
sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49 280,15	817 283,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	706 123,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	47 420,96	
	Déficit reporté	14 459,12	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	817 283,96	817 283,96
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : déficit de 14 459,12 €

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX est fixée à 817 283,96 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 28,32 euros
- GIR 3 et 4 : 21,87 euros
- GIR 5 et 6 : 15,41 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 509 du 6 mai 2009 fixant pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2009 au 31 décembre 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin de l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil – Alpha Santé**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2009 au 31 décembre 2009 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin, géré par l'Association Lorraine pour l'Hospitalisation, la Prévention et l'Accueil – ALPHA SANTE (N° FINESS EJ : 57 001 018 1) sont fixés ainsi qu'il suit :

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de Mont-Saint-Martin : N° FINESS (ET) 54 001 258 0

- Dotation globale de soins : 594 575,81 euros
- Prix de journée de soins : 44,81 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine pour la prévention, l'hospitalisation et l'accueil – ALPHA SANTE – 51 rue de Wendel – 57700 Hayange.

Nancy, le 6 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 510 du 7 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" – 53 rue du Général Hoche – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 300,00	628 983,07
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	564 196,13	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	38 301,55	
	Déficit reporté	185,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	628 983,07	628 983,07
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 185,39 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à 628 983,07 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,67 euros

GIR 3 et 4 : 24,18 euros

GIR 5 et 6 : 17,69 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 7 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 534 du 11 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de Dombasle-sur-Meurthe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – 30 rue Collot – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE - N° FINESS : 54 0002219

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	58 202,00	709 754,48
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	640 996,48	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 556,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	709 754,48	709 754,48
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE à 709 754,48 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,16 euros

GIR 3 et 4 : 25,33 euros

GIR 5 et 6 : 18,49 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 11 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 535 du 13 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" – 52 rue des Jardiniers – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	93 995,00	1 070 503,53
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	947 708,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	28 800,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 070 503,53	1 070 503,53
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à 1 070 503,53 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,22 euros

GIR 3 et 4 : 25,10 euros

GIR 5 et 6 : 18,98 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 570 du 18 mai 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de Haroué**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" – 1 Chemin d'Ormes – 54740 HAROUÉ

N° FINESS : 54 0003209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 242,00	764 440,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	609 901,08	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	98 297,54	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	764 440,62	764 440,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.



Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUE est fixée à 764 440,62 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,03 euros

GIR 3 et 4 : 25,78 euros

GIR 5 et 6 : 19,53 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUE.

Nancy, le 18 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'inspecteur principal,  
Philippe KRIN

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

*Service agriculture, forêt, chasse*

### Extrait de l'arrêté n° 2009/262 du 31 mars 2009 autorisant le prélèvement définitif et le transport de renards roux pour le suivi de l'échinococcose alvéolaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de poursuivre le protocole de suivi de l'échinococcose alvéolaire dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Le nombre nécessaire de renards à tirer dans le cadre du présent protocole est fixé annuellement par l'A.F.S.S.A.

Article 2 - L'ensemble des opérations est coordonné par l'entente interdépartementale de lutte contre la rage et autres zoonoses en concertation avec l'A.F.S.S.A.

Les personnes habilitées à pratiquer le tir de nuit et le transport des renards devront au préalable certifier par écrit à l'E.R.Z. avoir pris connaissance des protocoles de déroulement et de sécurité.

L'E.R.Z. assure en outre la formation préalable nécessaire des personnes candidates à l'habilitation prévue pour exécuter les opérations.

Article 3 - Sont habilitées pour l'exécution des opérations de tirs et de transport de renards, les personnes suivantes :

- Entente interdépartementale de lutte contre la rage et autres zoonoses :

\* M. Benoît COMBES

\* Mme Stéphanie FAVIER

\* M. Vincent RATON

\* M. Sébastien COMTE

- Office national de la chasse et de la faune sauvage :

\* Tous les agents du service départemental en poste lors des opérations

- Les lieutenants de louveterie en fonction dans les différents secteurs du département

- Les agents de la fédération départementale des chasseurs :

\* M. Philippe CAILLIET

\* M. David DESHAYES

\* M. Roméo RIEDER

\* M. David THELINGE

\* M. Manuel LEHALLE

sous la responsabilité des lieutenants de louveterie.

Article 4 - Les personnes sus-nommées sont seules autorisées à effectuer le tir des renards de nuit, en tout temps et en tous lieux dans le département.

Le directeur de l'E.R.Z. adressera à chaque tireur les quotas d'animaux à prélever ainsi que les secteurs géographiques précis des tirs.

Les animaux morts seront collectés et dirigés vers le laboratoire vétérinaire départemental puis pour approfondir les analyses, seront transportés vers le laboratoire d'études et de recherches sur la rage et la pathologie des animaux sauvages de l'A.F.S.S.A., domaine de Pixérécourt - 54220 Malzéville.

Article 5 - Avant chaque sortie, l'équipe d'intervention doit prévenir, dans la journée qui précède les opérations de tirs de nuit :

- le service de gendarmerie ou de police, responsable du secteur sur lequel vont se dérouler les opérations d'observation et de tir (noms des participants, secteur prévu, numéro du véhicule et caractéristiques),

- le service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

- les maires des communes concernées.

Article 6 - La présente autorisation est reconduite annuellement tacitement jusqu'au 31 décembre 2011 sous réserve de la transmission à M. le préfet, avant le 31 mai de chaque année, d'un rapport annuel d'activité précisant notamment le nombre de personnes intervenues, le nombre d'animaux abattus, le nombre d'analyses effectuées et leurs résultats.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur de l'E.R.Z., le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que tous les lieutenants de louvetiers sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la directrice de l'A.F.S.S.A., directeur du service départemental des services vétérinaires, et dont ampliation sera adressée aux colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle, délégué départemental de l'office national des forêts, président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental adjoint de l'équipement et de l'agriculture,  
Yves ROYER

### Extrait de l'arrêté n° 2009/266 du 13 mai 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> - L'annexe 1 de l'arrêté du 22 septembre 2009 est abrogée.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Bertrichamps par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Bertrichamps sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au :

président de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps,  
chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,  
président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 13 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental adjoint de l'équipement et de l'agriculture,  
Yves ROYER

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 13 mai 2009  
portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
BERTRICHAMPS		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	A	Société de chasse de Bertrichamps
	D	N° 1, 56, 95
		N° 2
		Soit au total : 118 ha
	AA	Commune de Bertrichamps
	AE	N° 3
	AH	N° 15
		N° 1 et 2
		Soit au total : 500 ha 43 a 21 ca

#### Service de l'habitat

**Extrait de l'arrêté n° HAB/2009/12 du 4 mai 2009 portant agrément de l'association "ENSEMBLE" comme gestionnaire de la résidence d'accueil "Place Colombé" à Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'Association "ENSEMBLE", gestionnaire de la résidence d'accueil "Place Colombé", reconnue dans ses nombreuses activités sociales depuis plusieurs années, présente les aptitudes pour assurer la gestion de la maison relais "Place Colombé" sous les angles sociaux, techniques et financiers ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - L'Association "ENSEMBLE" est agréée comme gestionnaire de la résidence sociale (résidence d'accueil) "Jules Colombé" pour des personnes handicapées psychiques et vulnérables, d'une capacité de 16 logements, sise Place Colombé à PONT-A-MOUSSON (54700).

Article 2 - Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "ENSEMBLE" à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipement et de l'Agriculture, sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association « ENSEMBLE ».

Nancy, le 4 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté n° HAB/2009/13 du 12 mai 2009 autorisant l'association "ENSEMBLE" à percevoir l'APL des locataires en tiers payant**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - L'Association "ENSEMBLE", compte tenu de son action en matière de logement, est agréée pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 4 logements collectifs : 2 de type III et 2 de type VI, situés 7 rue Robert Schumann à VANDOEUVRE-LES-NANCY, faisant l'objet de la convention APL n° 54/2/09.1989/79.444/1653.

Article 2 - Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "ENSEMBLE" à ses engagements sociaux et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipement et de l'Agriculture sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association "ENSEMBLE".

Nancy, le 12 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**Décision d'agrément du 12 mai 2009 de l'Association ADEVAL à Pompey en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 5 mai 2009 présentées par Madame CONTAL Christiane – Présidente de l'Association ADEVAL, 17 rue des Capucines – 54340 POMPEY ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association ADEVAL, 17 rue des Capucines – 54340 POMPEY - SIRET 399 360 528 000 26 code ape 7112 B est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail. Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 12 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**Décision d'agrément du 12 mai 2009 de l'Association EQUIT'AIDE – HANDI CHEVAL LORRAINE à Lixières en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Vu la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande validée par l'autorité administrative le 13 février 2009 présentée par Monsieur BARRAS Jean-Pierre – Président de l'Association EQUIT'AIDE – HANDI CHEVAL LORRAINE - Ferme de Mange Seille – 54610 LIXIERES ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association EQUIT'AIDE – HANDI CHEVAL LORRAINE - Ferme de Mange Seille – 54610 LIXIERES SIRET 431 700 103 000 28 code ape 9312 Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 12 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**AUTRES SERVICES****INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté du 4 mai 2009 portant délégation de signature de l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle à ses adjoints**

L'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle,

Vu les articles R 222-24, R222-26 et R222-26 du Code de l'Education ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1987 portant délégation d'attributions aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation ;

Vu le certificat administratif du 22 avril 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional hors classe, dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à compter du 4 mai 2009 ;

Vu le décret du Président de la République du 27 novembre 2006 nommant Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional, dans l'emploi d'inspecteur d'académie adjoint de Meurthe-et-Moselle, à compter du 11 octobre 2006 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 août 2008 mutant à compter du 1<sup>er</sup> septembre, Madame Brigitte COURBET, inspectrice de l'éducation nationale, en qualité d'inspectrice adjointe à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle, pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2007 nommant Monsieur Michel CLEMENS, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 5 septembre 2007,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Délégation permanente de signature est donnée :

- à Monsieur Francis MORLET, inspecteur d'académie adjoint de Meurthe-et-Moselle,
  - à Madame Brigitte COURBET, inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle pour le 1<sup>er</sup> degré,
  - à Monsieur Michel CLEMENS, secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle,
- à l'effet de signer au nom de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle :

1. Pour l'enseignement public, les mesures relatives à l'implantation des emplois du premier degré de tous types.
2. Pour l'enseignement privé, les mesures relatives à l'implantation des emplois du premier degré de tous types.
3. Les décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et le contrôle administratif et financier des collèges
4. L'ensemble des actes concernant la gestion administrative et financière des instituteurs titulaires et suppléants et des professeurs des écoles de l'enseignement public et privé, hormis ceux relatifs aux inspections et aux sanctions disciplinaires.
5. L'ensemble des actes concernant la gestion administrative et financière des auxiliaires de vie scolaire.
6. Les mesures relatives à l'obligation scolaire.

Article 2 - Le secrétaire général de l'inspection académique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mai 2009

L'inspecteur d'académie,  
Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe PICOCHÉ

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE***Service aménagement durable, urbanisme, risques***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 21087 du 11 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy**

Par arrêté préfectoral n° 21087 en date du 11 mai 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement poste coupure HDL Nancy avenue Pinchard, sur la commune de Nancy.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 27421 du 11 mai 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy**

Par arrêté préfectoral n° 27421 en date du 11 mai 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune ½ pension collège La Malgrange 2 rue Opalinska, sur la commune de Nancy.

